

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : ASA 20/008/2007 (Public)

Bulletin n° : 050

ÉFAI

15 mars 2007

Inde. La police tire sur des manifestants au Bengale occidental. Plusieurs morts lors d'actions de protestation contre un nouveau complexe industriel

Amnesty International s'inquiète d'informations faisant état d'un recours excessif et injustifié à la force par la police du Bengale occidental (dans l'est de l'Inde), lors d'une manifestation de paysans menacés de déplacement en raison de l'implantation d'un nouveau complexe industriel; au moins 14 personnes auraient été tuées et de nombreuses autres blessées.

Selon les informations reçues, une dizaine de personnes au moins auraient été abattues par la police le 14 mars ; cent cinquante personnes au moins auraient été blessées au cours de la fusillade et des affrontements. Plus de 4 000 policiers de l'État du Bengale occidental, appuyés par des sympathisants du PCI-M, Parti communiste indien (marxiste) à la tête de la coalition de gauche au pouvoir dans cet État, avaient bouclé le quartier de Bhangabehara et six quartiers voisins à Nandigram, dans le district de Midnapore-Est, dans le but de débarrasser la zone des manifestants et de démanteler les barricades érigées par ceux-ci pour empêcher l'entrée de représentants de l'État.

Selon les informations qui nous ont été communiquées, les policiers se sont trouvés face à des groupes de manifestants armés de bâtons et de pierres et ont tiré des balles en caoutchouc et lancé des gaz lacrymogènes pour les obliger à partir ; ils auraient ensuite tiré à balles réelles à cinq reprises en direction des manifestants. Plusieurs sources affirment que les policiers ont continué à tirer sur les manifestants lorsque ceux-ci ont commencé à courir pour s'éloigner.

Les corps de 23 villageois auraient été transportés dans divers hôpitaux, d'après les informations dont nous disposons. Selon les militants d'organisations de défense des droits humains, 47 personnes, parmi lesquelles des femmes et des enfants blessés par balles, auraient été amenés par les habitants du quartier dans les hôpitaux de Nandigram, Tamluk et Kolkata. Selon la police, qui a reconnu que plusieurs manifestants avaient été tués dans la fusillade, quatre des manifestants sont morts dans les affrontements et dans l'explosion de la bombe artisanale qu'ils avaient fabriquée. La police a également déclaré que 42 policiers figuraient parmi les blessés.

En dehors des victimes dues aux tirs de la police, il y aurait eu plusieurs blessés lors d'affrontements entre des paysans du Krishjami Raksha Samiti (Comité de protection des terres agricoles) et des policiers soutenus par les sympathisants du Parti communiste indien (marxiste), le CPI-M, à la tête du gouvernement de gauche au Bengale occidental.

Selon des organisations de défense des droits humains, des sympathisants du CPI-M et des policiers continuent d'effectuer des opérations de perquisition et ont interpellé un nombre non précisé de personnes chez elles. Des sympathisants du CPI-M auraient empêché journalistes et dirigeants de l'opposition de se rendre sur place le 14 mars et auraient interpellé de façon tout à fait illégale deux journalistes qui couvraient les événements de la journée.

Dans ce contexte, Amnesty International demande instamment au gouvernement du Bengale occidental :

- d'ordonner l'ouverture, dans les meilleurs délais, d'une enquête impartiale et indépendante sur la fusillade et les violences perpétrées à Nandigram et de rendre publiques les conclusions de cette enquête ;
- de veiller à ce que tous les agents de l'État, policiers compris, soupçonnés d'avoir perpétré des atteintes aux droits humains soient poursuivis ;
- de remettre en liberté les personnes détenues à Nandigram sans avoir été inculpées et
- de veiller à ce que, l'ordre public assuré, les personnes exerçant pacifiquement leur droit à la liberté de réunion et d'expression puissent le faire sans avoir à craindre de violences, actes de harcèlement ou dénonciation calomnieuse de participation à des activités criminelles.

En outre, Amnesty International est convaincue que des consultations approfondies doivent être menées avec les personnes concernées par un projet de développement, afin que l'impact des décisions économiques sur les droits humains soit pris en compte et que les droits fondamentaux des personnes soient préservés. Dans cette optique, l'organisation demande au gouvernement du Bengale occidental :

- d'annoncer la mise en place d'une politique cohérente de concertation systématique avec les populations locales avant tout projet de développement susceptible d'affecter leurs moyens de subsistance ;
- de veiller à ce que, lorsque existe un projet de réinstallation, les populations bénéficient d'un plan de réadaptation, réinstallation et indemnisation juste, approprié et respectant la sensibilité culturelle des personnes concernées.

Complément d'information

Depuis décembre 2006, les violences sont fréquentes à Nandigram, théâtre de nombreuses manifestations organisées par les paysans de la région. Ceux-ci ont en effet découvert, grâce à un avis officiel publié dans le port voisin de Haldia, que leurs terres se trouvaient sur le site destiné à l'implantation d'entreprises chimiques.

Ce projet ne nécessiterait pas moins de 4000 hectares de terrain classés en Zone économique spéciale (ZES), en vue d'établir un centre de l'industrie chimique sous l'égide de l'Industrial Development Corporation, dont l'État est propriétaire, et du groupe de sociétés Salem, basé en Indonésie. Ce groupe aurait déjà prévu d'implanter une autre ZES dans la région de Haldia.

En janvier de cette année, six personnes ont été tuées au cours de violents affrontements impliquant des membres du Comité de protection des terres agricoles et des personnes liées au CPI-M, lequel cherche à accélérer le développement industriel du Bengale occidental. Après cela, le gouvernement a annoncé qu'il retirait son avis officiel et a déclaré qu'il ferait désormais preuve de « *prudence* » dans la mise en œuvre de son projet. Néanmoins, en février, Nandigram a été le théâtre de nouvelles manifestations violentes. Un agent des services de renseignements a été tué et une sympathisante du CPI-M aurait été agressée sexuellement et assassinée par des manifestants. Aucune enquête approfondie n'a encore été menée sur ces faits.

Les manifestations de Nandigram s'inscrivent dans le sillage des troubles de Singur (Bengale occidental). Des partis d'opposition et de nombreux paysans avaient alors manifesté, parce qu'ils étaient menacés de déplacement par une initiative du gouvernement bengali visant à acquérir des terres agricoles destinées à un projet de construction automobile de Tata Motors. Le gouvernement de l'État du Bengale occidental prévoit d'implanter au moins six autres grands projets industriels, dont des ZES, ce qui suppose l'acquisition de quelque 10000 hectares de terrain.

Dans l'espoir de stimuler la croissance économique nationale, l'Inde favorise la création de ZES dans tout le pays. La politique d'acquisition des terres destinées à ces projets industriels a déclenché des protestations de la part des habitants concernés, qui redoutent d'être déplacés et craignent de perdre durablement leurs moyens de subsistance.